



Soyons réalistes, demandons l'écologie !

PAR FLORE THOMASSET,
DIRECTRICE ADJOINTE DE LA RÉDACTION

Le saviez-vous ? Sébastien Lecornu a commencé sa carrière en macronie au ministère de... l'Écologie. En 2017, il est secrétaire d'Etat d'un certain Nicolas Hulot. Fermeture de Fessenheim, promotion de l'éolien, pilotage des Assises de l'Eau... Les dossiers chauds sont nombreux et l'action politique, résolue. Sébastien Lecornu s'est-il rallié durablement aux combats de son populaire ministre de tutelle ? Pas vraiment. Le nouveau chef du gouvernement s'est alors fait au mieux discret, quand il ne participait pas aux prémices de la criminalisation des luttes écologistes : en 2018 à Bure, rappelle le média Reporterre, il avait qualifié les occupants du chantier Cigéo d'enfouissement de déchets nucléaires de « *délinquants, des gens affiliés à l'ultragauche et parfois à des mouvements anarchiques, des gens dont la violence est le mode opératoire* ». N'en jetez plus.

Depuis, d'autres luttes écolos ont été menées... et, parfois, gagnées. Combat épique de l'été, la pétition contre la loi Duplomb et ses 2 millions de signatures, sur laquelle notre dossier de couverture revient

largement, est un signal inédit de la prise de conscience des Français. Ils font clairement le lien entre leur santé et la destruction de l'environnement et de la biodiversité, et sont sensibles aux appels à respecter le principe de précaution, alors que chercheurs et médecins sont désormais convaincus du lien entre pesticides et maladies.

Les Français font clairement le lien entre leur santé et la destruction de l'environnement, et sont sensibles aux appels à respecter le principe de précaution.

Sur le réchauffement climatique, aussi, le choc de réalité produit ses effets. Étés caniculaires, incendies meurtriers, sécheresses et inondations... Un sondage Ifop montrait en avril « *une conscience accrue de l'urgence écologique* », un tiers des Français estimant que « *le dérèglement climatique constitue un danger quasi immédiat et qu'il est désormais presque trop tard pour inverser la tendance* » (en hausse de 11 points par rapport à 2005). Certes, les climatosceptiques progressent eux aussi : la part des Français convaincus que les conséquences du réchauffement sont exagérées et ne justifient pas de mesures particulières est passée de 6 % à 14 %. Ces discours anti-sciences gangrènent le débat politique et médiatique, et nourrissent, avec un succès redoutable, frustrations et colères.

En matière d'écologie, et à l'approche des municipales, le défi politique est bien là : maintenant que le diagnostic est posé, comment amener le patient à se soigner, s'interroger en substance la géographe Magali Reghezza-Zitt, réagissant au livre de notre collègue Eric Aeschmann. Dans « *Les vipères ne tombent pas du ciel* » (éd. Les Liens qui libèrent), il invite à construire une « *écologie égalitaire* ». Car, contrairement à ce que voudraient nous faire croire les pourfendeurs d'une écologie prétendument punitive, les Français ne sont pas opposés aux mesures de la transition. Ils en sont même tellement preneurs qu'ils ont fait exploser les coûts du leasing social pour les voitures électriques (location longue durée destinée aux ménages modestes) et des aides à la rénovation énergétique des bâtiments. Premier réflexe du gouvernement, en ces temps de disette budgétaire ? Couper ou raboter ces subventions, dans un réflexe court-termiste : il est pourtant prouvé que plus on attendra pour agir et plus le coût industriel, assurantiel et sanitaire de la transition sera lourd. L'absence de planification de long terme est, à cet égard, une faute politique du camp macroniste, en plus d'être une promesse de campagne trahie.

En revanche, depuis les « gilets jaunes » au moins, on sait que les Français n'accepteront qu'un effort juste socialement. Cela implique un changement complet de paradigme : alors que les plus riches, particuliers et entreprises, polluent beaucoup plus que les plus pauvres, qui n'ont pas les moyens des efforts qu'on leur demande – changer de voiture, acheter du bio... –, demain, il faudra taxer les riches, y compris sur l'héritage, pour financer les dizaines de milliards d'euros d'investissements nécessaires pour amorcer une transition industrielle et agricole d'ampleur, et, à terme, assurer la santé des populations et l'habitabilité de la planète. Un vrai projet de société, cohérent et mobilisateur, pour la gauche sociale-écologiste... à souffler à Sébastien Lecornu ? ●